

# LE CONTENTIEUX EXTRACTIF

Paris, 8-9 juin 2015

## ORATEURS



### Martial Akakpo

Avocat au Barreau du Togo depuis 1988 et associé gérant de la SCP Martial Akakpo & associés, Martial Akakpo intervient dans les domaines suivants : audit juridique dans les activités d'investissement en amont et en aval, négociation et rédaction de contrats (projet d'infrastructures, acquisition de société détenant des actifs dans le secteur pétrolier et minier), média et télécommunication (aspects corporate, réglementaires, financiers et contentieux), banque, opérations d'investissement, de prêts syndiqués et d'opérations financières structurées, litiges en relation avec les financements d'entreprises et marchés des capitaux. Il est arbitre CCJA, GICAM, CATO, Membre du Comité Français de l'Arbitrage et conseil dans plusieurs dossiers d'arbitrage miniers CCI. En tant qu'enseignant, il est Chargé d'enseignement à l'ERSUMA et intervenant au D.U Contentieux International des Affaires à l'Université de Marne la Vallée Créteil (Paris 12). Il a récemment fait des publications dans Oil & Gas Regulation - Togo (ICLG 15th Jan 2015), International Arbitration - Togo (ICLG 25th Jul 2014), Corporate Recovery & Insolvency - Togo (ICLG 30th Jun 2014).



### Jean Louis Atangana Amougou

Agrégé des Facultés de droit, Jean-Louis Atangana Amougou est l'auteur de nombreux travaux qui portent essentiellement sur le droit constitutionnel et le droit international, dont l'ouvrage : *Le Cameroun et le droit international* chez Pedone en décembre 2014. Il a été Directeur Adjoint chargé des Etudes de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun de 2007 à 2012 avant d'être nommé Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Ngaoundéré en 2012 où il a mis en place un Master en droit des industries extractives. Il a aussi dirigé le Centre d'Etudes et de Recherche en Droit International et Communautaire de l'Université de Yaoundé 2. Il est le promoteur du Cabinet Media and Law Conseils, Cabinet Conseil spécialisé dans le droit des industries extractives. Il est également Chef de l'Equipe des juristes de la partie camerounaise de la Commission des Nations Unies en charge de la mise en œuvre de l'arrêt du 10/10/2002 de la CIJ relatif à la délimitation de la frontière Nigéria – Cameroun.



### Mathias Audit

Mathias Audit est professeur de droit privé à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense et codirecteur du Centre de droit international (CEDIN). Il y enseigne le droit international privé, le droit de l'arbitrage, le droit du commerce international et le droit des investissements internationaux et il est l'auteur de nombreuses contributions dans ces différentes matières. Avec S. Bollée et P. Callé, il a en particulier rédigé un manuel de droit du commerce international et des investissements étrangers (LGDJ, 2014). Dans sa pratique extra-universitaire, il intervient tant comme arbitre qu'en qualité de conseil dans des procédures arbitrales ou judiciaires impliquant des entités étatiques ou opposant des entreprises commerciales.



### Audrey Caminades

Audrey Caminades est spécialisée en arbitrage international, droit des obligations et droit international. Audrey Caminades a agi comme conseil dans une quinzaine d'arbitrages, sous les auspices de la CCI et du CIRDI, principalement comme conseil d'un Etat ou d'une entité étatique. En outre, elle agit actuellement comme arbitre unique dans le cadre d'un arbitrage CCI et a agi comme secrétaire administrative dans une vingtaine d'arbitrages. Elle est membre du Comité français de l'arbitrage et enseigne les contrats internationaux à l'Institut d'études politiques (Sciences-Po Paris).

# LE CONTENTIEUX EXTRACTIF

Paris, 8-9 juin 2015



## Isidore Costade

Juriste d'entreprise depuis près de dix ans, après un passage chez BNP Paribas et PSA Finances comme inspecteur contentieux, Isidore COSTADE assume actuellement les fonctions de Chef du Département Juridique et Assurances à la Congolaise de raffinage (CORAF). A cet effet, il est au confluent de nombreuses problématiques liées à l'industrie pétrolière. Parallèlement, Isidore COSTADE est consultant juriste et formateur auprès de cabinets tel que DEVEL S.A. Il occupe les fonctions de Chargé d'enseignement dans les domaines du droit des affaires, droit de l'environnement et droit maritime auprès de diverses universités et instituts du CONGO.



## Gilles Darmois

Consultant indépendant en hydrocarbures, Gilles Darmois a occupé pendant 18 ans des postes fonctionnels et opérationnels de haut niveau au sein de la compagnie pétrolière Total. Il a quitté Total en 2002 pour développer une activité de consultant indépendant dans le domaine des hydrocarbures. Il a effectué des missions de conseil pour des Etats, la Banque Mondiale, des compagnies privées. Il est professeur associé à l'Institut Français du Pétrole. Depuis 2004, il a écrit plusieurs ouvrages sur l'énergie et les hydrocarbures.



## Diamana Diawara

Diamana Diawara exerce la fonction de Conseiller adjoint au sein du Secrétariat de la Cour Internationale d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale (CCI) depuis 2012. Elle administre quotidiennement des centaines de procédures arbitrales conduites sous l'égide des Règlements CCI. Son travail à la Cour se concentre sur les litiges opposant des parties issues des régions Europe, Moyen Orient et Afrique. Mme Diawara dispense en outre pour la seconde année consécutive un enseignement sur la pratique de l'arbitrage CCI au sein du Master II Droit du Commerce International de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense.



## Jean-André Diaz

Jean-André Diaz est actuellement Conseiller spécial à la Direction juridique de TOTAL Exploration et Production. En tant que Directeur juridique, il a été chargé de négocier et de faire appliquer des contrats relevant à la fois du secteur amont et du secteur aval de l'industrie pétrolière dans de nombreuses parties du monde, notamment l'Afrique, les Amériques, le Moyen Orient et l'Europe. A ce titre, il a été régulièrement impliqué dans des arbitrages internationaux se déroulant dans le cadre de divers règlements et systèmes juridiques. Après avoir été Chair du Oil and Gas Law Committee de l'International Bar Association (IBA) et du Corporate Counsel International Arbitration Group (CCIAG), Jean-André Diaz est actuellement Secretary de la Section on Energy and Natural Resources Law (SEERIL) de l'IBA et membre du Bureau du Comité français de l'arbitrage.



## Marie-Axelle Gautier

Responsable du Pôle Droit Public - Droit Minier, Direction Juridique Groupe, Eramet SA, Marie-Axelle Gautier est Docteur en Droit. Ayant une formation d'avocate, elle travaille dans l'industrie minière depuis une douzaine d'années. Après avoir été pendant près de 10 ans en charge du droit de l'environnement en France et en Europe pour le Groupe ArcelorMittal, elle a rejoint le Groupe ERAMET il y a 3 ans où elle est responsable du Pôle Droit Public - Droit Minier au sein de la Direction Juridique Groupe. Dans ce cadre, elle assure l'accompagnement juridique en droit minier et droit de l'environnement de l'activité industrielle et minière de ce Groupe principalement en France, au Gabon et en Nouvelle-Calédonie. Elle y exerce par ailleurs un mandat d'administrateur-salarié et siège au Conseil d'administration de Eramet SA. Elle intervient également à l'Université Paris-Dauphine et à l'Université Paris X – Nanterre.

# LE CONTENTIEUX EXTRACTIF

Paris, 8-9 juin 2015



## Hamid Gharavi

Dr. Hamid Gharavi est co-fondateur du Cabinet Derains & Gharavi basé à Paris et ayant des bureaux à Washington et Beyrouth. Il est intervenu en qualité de conseil ou d'arbitre dans plus de 100 arbitrages commerciaux et de 20 arbitrages d'investissements dans divers secteurs dont les secteurs du pétrole, du gaz et des mines. Hamid Gharavi a agi comme conseil dans des arbitrages d'investissements qui ont fait jurisprudence dont la première sentence accordant un préjudice moral en faveur d'un investisseur (DLP c. Yemen, Aff. CIRDI No. ARB/05/17), une sentence rendue en faveur d'un investisseur concluant que les résultats d'un appel d'offres public contrevenaient à un TBI (Joseph Charles Lemire v. Ukraine, Aff. No.

ARB/06/18), une sentence en faveur de la République d'Albanie rejetant une affaire fondée sur une clause de bifurcation contenue dans un TBI (Pantechniki S.A. Contractors & Engineers v. Republic of Albania, Aff. CIRDI No. ARB/07/21) ou encore une sentence en faveur d'un investisseur français ordonnant pour la première fois une exécution en nature (Mr Franck Charles Arif v. Republic of Moldova, Aff. CIRDI No. ARB/11/23).



## Elodie de Jaham

Elodie de Jaham, admise au barreau de Paris, est une collaboratrice de l'équipe dédiée au secteur des ressources naturelles au sein du département Corporate du cabinet d'avocats Norton Rose Fulbright LLP à Paris. Elodie est spécialisée dans le secteur des ressources naturelles et de l'énergie et plus particulièrement des projets miniers en Afrique francophone.

Elle assiste des sociétés d'envergure internationale sur les aspects légaux, réglementaires et transactionnels impliquant le droit des sociétés, le droit international privé et le droit minier.



## Emmanuel Jolivet

Conseiller général de Chambre de commerce internationale et de la Cour internationale d'arbitrage, Emmanuel Jolivet est chargé de conseiller la CCI et la Cour en matière juridique. Il est également Directeur adjoint du service de règlement des différends de la CCI et Directeur adjoint de la publication du Bulletin de la Cour internationale d'arbitrage de la CCI. M. Jolivet est Professeur associé à la Faculté de droit et science politique de l'Université de Versailles où il enseigne le droit des affaires, le droit de l'environnement, le

droit international privé et l'arbitrage international. Il a enseigné dans plus de 20 pays et est l'auteur de nombreux articles en matière de règlement des différends et droit des affaires. M. Jolivet est français et docteur en droit privé.



## Elie Kleiman

Avocat à la Cour, Elie Kleiman est Managing Partner du Cabinet Freshfields Bruckhaus Deringer à Paris depuis 2011. Il se consacre plus particulièrement à l'arbitrage international et à la résolution des différends complexes devant les juridictions françaises et internationales. Il agit comme conseil, arbitre et médiateur.

Son expérience comprend les litiges de droit des sociétés, fusions-acquisitions, pactes d'actionnaires, joint-ventures, contrats à long-terme et droit des investissements internationaux. Sa connaissance sectorielle recouvre l'énergie et les ressources minières, la chimie et les sciences de la vie, l'aéronautique, la construction, les institutions financières, les télécommunications et les medias.

# LE CONTENTIEUX EXTRACTIF

Paris, 8-9 juin 2015



## Mamadou Ismaïla Konate

Avocat au Barreau du Mali et membre du Conseil de l'Ordre, Mamadou Ismaïla KONATE est l'associé gérant du Cabinet JURIFIS Consult. Il conseille de nombreuses entreprises maliennes, africaines, européennes, américaines et asiatiques, opérant dans l'industrie, le bâtiment, les télécommunications, l'hôtellerie, les mines, les services. Il est arbitre inscrit à la CCJA (Abidjan), au CECAM (Mali) et au CPAM (Cameroun). Il est le Président de la Commission Nationale OHADA du Mali.

Il est aussi Secrétaire général de l'Association pour la promotion de l'arbitrage et la médiation en Afrique, membre du Comité Français de l'Arbitrage, de l'Association Européenne des Avocats, du Réseau d'Avocats ABBLE, LEX AFRICA, de l'Union Internationale des Avocats, du Réseau d'Avocats AIDAA.



## Florent Lager

Florent Lager est diplômé du Magistère de droit des Activités Economiques et du DEA de droit des contrats et des biens de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne et du Master 2 professionnel droit européen des affaires de l'Université Paris 5 René Descartes.

Depuis cinq ans, Florent Lager est le Directeur Juridique de la société MPD Congo (filiale du groupe Glencore et Zanaga Iron Ore Company). Préalablement Florent Lager a exercé, pendant quatre ans en tant que juriste puis avocat au barreau de Paris au sein d'un cabinet de niche spécialisé dans le conseil pour des investissements dans les secteurs miniers, pétroliers et des infrastructures principalement en Afrique Francophone.

Florent Lager est le Secrétaire de la Fédération des Mines Solides (FedMines) du Congo et le représentant de la Dispute Resolution Board Foundation (DRBF) au Congo.



## Thierry Lauriol

Thierry LAURIOL, a été admis au Barreau de Paris en 1991, certificat de spécialisation du Barreau en Droit économique et en Droit des relations internationales. Associé responsable du département Energie, Mines et Infrastructures au Cabinet Jeantet Associés. *Diplômes*: Université de Paris I - (DEA en droit international et droit du commerce international, 1981, avec mention, et DESS en Droit International et Comparé de l'énergie, 1982 avec mention) ; Institut de Droit Comparé, Paris (Diplômé en 1983) ; Université de Californie, Berkeley (visiting scholar 1983-1985) ; Université de Paris XI (doctorat d'État, 1989 avec mention « très honorable », Prix Henri Capitant) ; *Langues* : français, anglais et italien. Professeur à Paris 2, il codirige le DU de Droit international économique en Afrique

Il intervient notamment dans les domaines du droit de l'énergie et des mines, du contentieux international d'arbitrage, des droits régionaux et unifiés africains dont le droit OHADA. Thierry Lauriol est Président de l'Energy Law Group.



## Philippe Leboulanger

Philippe Leboulanger est Avocat aux barreaux de Paris et d'Athènes ; Associé fondateur Leboulanger & Associés ; Ancien Président du Comité français de l'arbitrage ; Chargé d'enseignement à l'Université Panthéon-Assas (Paris II) ; Vice-Président, *Advisory Committee* et membre, *Board of Trustees* du Centre d'arbitrage Régional du Caire pour l'Arbitrage Commercial International (CRCICA) ; membre, *Board of Trustees*, Dubaï International Arbitration Centre (DIAC). Auteur : Les Contrats entre Etats et Entreprises étrangères (Economica)

# LE CONTENTIEUX EXTRACTIF

Paris, 8-9 juin 2015



## Honoré Le Leuch

Honoré Le Leuch a plus de quarante ans d'expérience professionnelle dans les activités pétrolières internationales et le management. Il est Consultant Senior et Expert en législation, contrats, fiscalité et économie pétrolière. Il est entre autres Expert externe du FMI en politique fiscale pétrolière, Consultant pour la Banque Mondiale et Honorary Lecturer à l'University of Dundee, Center for Energy, Petroleum and Mineral Law and Policy (CEPMLP). Il est co-auteur du livre de référence "*International Petroleum Exploration and Exploitation Agreements : Legal, Economic and Policy Aspects*" (livre publié en 2009 par Barrows Cy Inc., New York).



## Gilles Lhuilier

Gilles Lhuilier est agrégé des facultés de Droit ; Professeur à l'Ecole Normale Supérieure – Rennes ; Visiting professor à l'ESSEC Paris-Singapour, responsable scientifique du programme de recherche de la FMSH sur la mondialisation du droit.

Il est aussi consultant et réalise des missions d'expertise pour la Commission de l'Union Européenne dans le domaine des grands contrats extractifs ou dans le cadre de litiges entre Etats ou entre l'Union européenne et des Etats.



## Pierre Mayer

Le Professeur Pierre Mayer apporte son expertise en matière d'arbitrage dans le domaine du commerce international, des joint ventures, de la coopération industrielle, du transfert de technologie, de l'énergie et de la protection des investissements. Pierre Mayer est reconnu par Legal 500, Chambers et Décideurs comme l'un des arbitres les plus respectés. C'est également un spécialiste du droit international privé, matière qu'il a enseignée à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne) de 1984 à 2012.



## Martin Ndende

Professeur des Universités, Martin Ndendé, est aussi avocat-conseil et expert international. Récemment nommé Conseiller juridique Hors-Classe aux Nations-Unies, Commission Economique Pour l'Afrique (CEA), il a été directeur adjoint du Centre de Droit Maritime et Océanique de la Faculté de Droit de Nantes et directeur du Master 2 de la même spécialité, directeur de l'Institut du Commerce international des Affaires maritimes et des Transports, Europe/ACP, et directeur pédagogique du D.U « Ethique des Droits de l'Homme », créé par l'Agence Universitaire de la Francophonie. Depuis son poste de Nantes, il demeure professeur invité dans plusieurs universités nord américaines (Tulane University, New-Orléans, et Ottawa), mais aussi africaines (Universités de Douala, Yaoundé, Brazzaville et Dakar). Il a aussi effectué diverses missions au Tribunal du Droit international de la mer, (TIDM-ONU, Hambourg) et de Droit des transports pour le compte de la CNUCED aux Nations-Unies.



## Valère Ndior

Valère Ndior est docteur en droit public de l'Université de Cergy-Pontoise et travaille à l'Institut de recherche en droit international et européen de la Sorbonne (IREDIES - Université Paris 1). Il occupe également les fonctions de Secrétaire général adjoint du Réseau francophone de droit international. Ses recherches actuelles portent principalement sur le développement de mécanismes d'inspection sociétale et environnementale au sein des institutions financières internationales et, plus largement, sur le droit des organisations internationales et le droit international économique. Il dirige ou participe à plusieurs projets de recherche dans les Universités de Paris 1 et de Cergy-Pontoise.

# LE CONTENTIEUX EXTRACTIF

Paris, 8-9 juin 2015



## Uwe Michael Neumann

Depuis 17 Mars 2015, Uwe Michael Neumann occupe les fonctions de Conseiller Technique Principal du « Renforcement de la Gouvernance des Matières Premières en Afrique Centrale (REMAP) » de la Coopération Allemande au Développement (GIZ) au Cameroun. Dans le cadre de ce projet régional entre la GIZ et la Commission de la CEMAC, il est chargé de la mise en œuvre des diverses activités, sur les volets foncier, le Code Minier Communautaire de la CEMAC, la RSE, la gestion des connaissances, la formation de Société Civile et la mise en place d'une Académie des Industries Extractives de la CEMAC. Auparavant, il a occupé diverses postes en tant que responsable de l'administration en Allemagne, notamment au Service de protection de l'environnement de Land Brandebourg, à l'office d'état-major pour la réforme de l'administration publique du Land de Brandebourg. Comme Administrateur principal dans le domaine du marché intérieur, politique industrielle, politique énergétique, et science, recherche et culture au Représentation du Land de Brandebourg auprès de l'Union européenne, il a travaillé à Bruxelles de 2011 au 2014.



## Achille Ngwanza

Docteur en droit, Achille Ngwanza a développé une expertise en matière extractive aussi bien dans l'enseignement universitaire que pour la formation professionnelle. A ce titre, il dispense les cours suivants : droit pétrolier et minier, droit des contrats extractifs, local content dans l'industrie extractive dans diverses universités en France et en Afrique. Il est aussi expert formateur de l'Académie des industries extractives de la CEMAC et de l'African Petroleum Institute de l'Association des Pays Producteurs de Pétrole en Afrique. Egalement praticien du droit des industries extractives, il a souvent été sollicité pour des conseils en rédaction de contrat, médiation, arbitrage et legal opinion dans des litiges extractifs internationaux. Achille est arbitre CCI, CCJA, CPAM, CENACOM et GICAM. Il est membre de l'Association of International Petroleum Negotiator (AIPN) et préside le Groupe de travail OHADA du Comité Français de l'Arbitrage.



## Michael Polkinghorne

Michael Polkinghorne est associé et dirige les groupes Arbitrage et Energie de White & Case à Paris. Admis à exercer en tant qu'avocat devant des juridictions de « common law » et de droit civil, il a conseillé des clients du secteur pétrolier et gazier dans le cadre de projets en Asie du Sud-est, au Moyen-Orient, en Europe, dans la Fédération de Russie et la CEI, ainsi qu'en Afrique du Nord. Ayant récemment préparé des modèles de contrats de vente de gaz, il a conseillé à la fois des acheteurs et vendeurs dans leurs négociations, ou à défaut, dans la résolution des conflits. Conseil de l'Ukraine et de sa société nationale, Naftogaz, lors des crises du gaz russo-ukrainiennes de 2006 et 2009, il conseille actuellement des acheteurs dans plusieurs arbitrages relatifs au prix du gaz, et intervient en qualité d'arbitre dans un arbitrage de même nature concernant la France. Michael est cité au sein des principales publications juridiques de référence telles que Chambers, Legal 500 et Who's Who Legal, et a été nommé "Energy Lawyer of the Year" par Euromoney en 2014, lors des *Global Commercial Arbitration Awards*.



## Julien Rochette

Juriste spécialisé dans les questions marines et côtières, Julien Rochette est coordinateur du programme Océans et zones côtières de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI - Sciences Po Paris). Il apporte régulièrement une expertise juridique et technique auprès d'organisations internationales, régionales et nationales, particulièrement dans le domaine du droit de la mer, du droit du littoral, de la gestion intégrée des zones côtières et de l'adaptation au changement climatique. Ses travaux les plus récents portent sur la régulation des activités pétrolières et gazières offshore, la gouvernance des zones marines situées au-delà des juridictions nationales et la gestion des zones côtières.

# LE CONTENTIEUX EXTRACTIF

Paris, 8-9 juin 2015



## Cecile Renouard

Cécile Renouard dirige le programme de recherche « CODEV - Entreprises et développement », de l'Institut ESSEC Iréné. Elle étudie la mise en œuvre par les multinationales de leurs responsabilités éthiques et politiques. Dans le cadre de partenariats avec des entreprises, ONG (CCFD) et agence publique de développement (AFD), elle a travaillé depuis 2006 sur la mesure de la performance sociétale d'entreprises extractives telles que Total au Nigeria, Rio-Tinto Alcan au Ghana.

Elle est professeur de philosophie au Centre Sèvres (faculté jésuite de Paris) et à l'École des Mines de Paris. Diplômée de l'ESSEC, elle est aussi titulaire d'un doctorat en philosophie politique (EHESS) et d'une habilitation à diriger des recherches en philosophie. Elle est l'auteur de plusieurs ouvrages.



## Eduardo Silva-Romero

Eduardo Silva Romero est l'associé en charge du département arbitrage international de DECHERT. Il est spécialisé en arbitrage international, particulièrement dans des litiges internationaux impliquant des entités étatiques. Expert reconnu en arbitrage international, il a supervisé de nombreuses procédures devant divers centres d'arbitrage à travers le monde. Précédemment Secrétaire Général Adjoint de la Cour Internationale d'Arbitrage de la CCI, M. Silva Romero a développé une grande expérience dans le domaine des contrats internationaux de vente et de distribution et dans les litiges liés aux secteurs de la construction, du pétrole, des mines, et de l'électricité.



## Philippe Sebille-Lopez

Philippe Sébille-Lopez est directeur fondateur du cabinet d'analyse géopolitique et risque pays Géopolia créé en 1995. Il est spécialisé sur la géopolitique des hydrocarbures et de l'énergie. Il réalise notamment des missions d'intelligence économique pour de grands groupes du secteur énergétique. Il est titulaire d'un doctorat de géopolitique de l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8). Il est l'auteur de « Géopolitiques du pétrole », Editions Armand Colin, Paris, 2006.

Il dispose de 30 ans d'expérience à l'International, de l'industrie au conseil en passant par la recherche. En tant que consultant international, il participe également à des missions pour le compte d'organismes internationaux comme l'Union européenne, l'UNESCO, la CEDEAO, etc.



## Isabelle Vaugon

Admise au Barreau de Paris en 1989, Isabelle Vaugon est titulaire d'un DESS en droit européen à la Sorbonne (1988), d'un Master de droit public à la Sorbonne (1987) et d'un Master de droit privé à la Sorbonne (1986). Travaillant en anglais, espagnol et française, elle est aussi arbitre agréée près AAA, CCI, CMAP et médiateur agréé AAA, CCI, CMAP.

Isabelle Vaugon est en charge du département Arbitrage Médiation et Contentieux Judiciaire International de la Direction Internationale de FIDAL. A ce titre elle intervient de manière régulière en qualité de conseil mais aussi d'arbitre et de médiateur dans des contentieux internationaux dans tous secteurs et tous pays.

Très investie dans les modes alternatifs de règlement des litiges, elle a suivi différentes formations de médiation et de négociations. Elle est médiatrice en exercice depuis plus de 10 ans. Elle enseigne ces techniques au sein de HEC et Sciences Po à Paris et auprès des différents clients du cabinet depuis plusieurs années. Elle intervient dans de nombreux colloques internationaux sur le sujet. Elle est l'auteur de l'enquête réalisée en partenariat avec l'American Arbitration Association (AAA) et Fidal intitulée « Dispute Wise Business Management, Améliorer les résultats économiques et non économiques de l'entreprise par une gestion avisée des conflits ».